Document généré le 21 avr. 2025 19:16

Cap-aux-Diamants
La revue d'histoire du Québec

La dignité rurale et postale

Lorna Chisholm

Numéro 91, automne 2007

Tant d'histoires à raconter!

URI : https://id.erudit.org/iderudit/6934ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)
1923-0923 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Chisholm, L. (2007). La dignité rurale et postale. *Cap-aux-Diamants*, (91), 36–36.

Tous droits réservés © Les Éditions Cap-aux-Diamants inc., 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

La dignité rurale et postale

En septembre 1986, Donald Lander, président de Postes Canada, et Harvie Andre, son ministre responsable, présentaient le premier plan quinquennal de la Société au cabinet fédéral. Un plan ambitieux : éliminer le déficit de la Société en moins de deux ans. Le Cabinet l'approuva et une version résumée fut soumise à la Chambre des communes, le 5 novembre.

En décembre, près de 600 personnes visées par le plan se rendirent à Esprit-Saint, au Québec. C'est à cette occasion que fut créée la coalition Dignité rurale du Canada (DRC), qui rassemblera tous les opposants à l'application de l'une des principales clauses du plan et qui orchestrera une campagne de contestations pendant les sept années suivantes.

Quel élément de l'ambitieux plan de Postes Canada, visant à assurer sa rentabilité, avait bien pu susciter l'implication de tant de gens? La rationalisation du système de courrier en milieu rural. Si une majorité de Canadiens vivaient en ville, un nombre important habitait et travaillait à la campagne. Le plan semblait cibler ce dernier groupe. En effet, desservir la population rurale du pays n'avait jamais été rentable pour Postes Canada. Cependant, on avait toujours jugé essentielles, pour l'édification du pays, la livraison du courrier et la diffusion de l'information. Dans plusieurs villages et petites villes, Postes Canada assurait la seule présence visible du gouvernement fédéral. C'était au bureau de poste que les citoyens se rendaient lorsqu'ils avaient à s'adresser à une instance gouvernementale pour obtenir un formulaire de demande de passeport, d'inscription à un régime de pension, de déclaration de revenus, etc.

Pour Postes Canada, ces institutions rurales étaient un gouffre financier. La Société devait défrayer les coûts du loyer et des services publics, et aussi le salaire de maîtres de poste syndiqués. Les dépenses dépassaient largement les maigres revenus générés par ces bureaux de poste, d'où la stratégie de rationalisation.

Cette dernière impliquait l'élimination de routes rurales et la réduction du nombre des 5 200 traditionnels bureaux de poste existants. La solution envisagée serait de les convertir en comptoirs postaux, exploités par un entrepreneur local qui, lié par contrat, assurerait les services postaux de base. La communauté conserverait ainsi l'accès à la poste et Postes Canada, en confiant ses obligations à un commerçant, n'aurait plus à assumer les frais reliés à la propriété ni le salaire d'un syndiqué. Si, au moment de fermer un bureau de poste, la Société ne trouvait personne pour gérer un comptoir, elle proposait l'installation de boîtes postales communautaires munies de cases scellées. Pour l'achat de timbres ou la cueillette d'objets recommandés, il fallait se rendre au bureau de poste le plus près, parfois à une distance de 20 kilomètres.

Chemise faisant la promotion du bureau de poste rural. Photo Steven Darby. (Collection Musée canadien de la poste, Musée canadien des civilisations).

Pas surprenant alors que la population et les membres de DRC n'aient accepté aucune de ces propositions. Dirigée par Gilles Raymond, puis Cynthia Patterson, DRC fit tout en son pouvoir pour dénoncer ces projets. Pour eux, le bureau de poste constituait le cœur des communautés rurales. Si théoriquement, la fermeture d'un bureau de poste provoquait l'abolition d'un seul emploi, en réalité, elle signifiait des pertes plus considérables. Une fois résolus à se déplacer ailleurs pour effectuer leurs transactions postales, les gens pourraient bien se livrer à d'autres activités à ce moment-là. Économiquement, les endroits sans bureaux de poste risquaient de se faire dépasser. De plus, 83 % des maîtres de poste étaient des femmes, donc le combat pour le maintien des bureaux de poste fut aussi un combat de femmes.

Membres d'un syndicat formé en 1902, l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA), les maîtres de poste du milieu rural s'étaient traditionnellement battus pour obtenir des conditions de travail et des salaires décents.

Même si elle recevait un appui financier de l'ACMPA, la coalition DRC n'était pas une façade. Bien au contraire, ses membres et ses sympathisants venaient de milieux variés. Le Congrès du travail du Canada, le Comité canadien d'action sur le statut de la femme et les Églises anglicane et unie l'ont tous soutenue financièrement.

Comme DRC regroupait des représentants de communautés rurales dispersées à travers le pays, il était difficile, pour ses dirigeants, de rassembler ses membres pour un effort de lobbying collectif. Jugeant les méthodes de protestation traditionnelles *in situ* peu efficaces, DRC mena plusieurs campagnes nationales de sensibilisation. En mai 1988, on crée la caravane « Sauvons la poste rurale… d'un océan à l'autre ». Deux camions partirent des deux extrémités du pays, parcourant les communautés rurales, et arrivèrent à Ottawa pour y livrer des milliers de cartes de protestation signées par des Canadiens. Depuis 1989, le premier jour du printemps, on célèbre la « Journée de la revitalisation rurale ». On lança aussi des campagnes d'envois massifs de lettres et de cartes de la Saint-Valentin et de Pâques aux journaux, aux politiciens et à Postes Canada.

DRC appuyait les communautés menacées de perdre leur bureau de poste en leur fournissant de l'information et en leur suggérant des manières de protester. En 1986, les citoyens d'Aylesbury, en Saskatchewan, formèrent une chaîne humaine autour de leur bureau de poste. En décembre 1992, des résidants de Saint-Clément, au Québec, occupèrent le leur, jour et nuit, pendant 58 jours consécutifs.

L'élection des libéraux, en octobre 1993, mit fin à ce mouvement de fermeture massive des bureaux de poste ruraux. Mais entre-temps, 1 500 bureaux de poste avaient déjà été fermés à travers le pays. Ce furent autant de lumières éteintes dans le paysage rural. ◆

Lorna Chisholm
Musée canadien de la poste,
Musée canadien des civilisations